



TERMES DE REFERENCES

Consultance

Appui à un projet de recherche sur les freins à la sortie des pesticides en France et à l'international

I - CONTEXTE DANS LEQUEL S'INSCRIT CETTE CONSULTANCE

Présentation du CCFD-Terre Solidaire

Le CCFD-Terre Solidaire est une ONG de solidarité internationale qui lutte depuis plus de soixante ans pour faire reculer la faim et avancer la dignité de chacun.e.

Quatre combats fondamentaux dirigent notre action : souveraineté alimentaire, justice économique, migrations internationales et paix et vivre ensemble.

Agir dans la durée :

Le CCFD-Terre Solidaire fait un choix clair : ne pas agir à la place des populations, mais avec elles. L'association ne définit pas les projets, n'envoie pas d'expatriés et ne distribue pas d'aide alimentaire. Elle soutient des organisations locales qui portent elles-mêmes des projets adaptés à leurs réalités.

Notre approche singulière est forgée par une intime conviction : changer de modèle exige d'unir toutes les forces.

Contrairement à l'urgence humanitaire, qui répond immédiatement aux catastrophes, **le développement agit en profondeur et sur le long terme.** Les deux approches sont complémentaires : l'une sauve des vies aujourd'hui, l'autre construit les solutions de demain.

Nos 3 leviers d'action, ici et là-bas :

Ici, nous mobilisons 7 800 citoyen.nes bénévoles pour sensibiliser l'opinion publique à la solidarité internationale.

Là-bas, nous accompagnons des organisations partenaires locales dans plus de 70 pays. Ensemble nous soutenons plus de 610 projets axés sur nos principaux combats.

Ici et là-bas, nous dénonçons les règles génératrices d'inégalités en interpellant les institutions.

Présentation du contexte lié aux pesticides

L'Observatoire de la souveraineté alimentaire du CCFD-Terre Solidaire est un projet de production, d'analyse et de diffusion de connaissances qui vise à éclairer les dynamiques à l'œuvre dans le système alimentaire mondialisé. Il étudie notamment les interdépendances entre les modèles agricoles et alimentaires, les échanges entre la France et les pays du Sud, ainsi que leurs impacts sociaux, économiques et environnementaux. À travers ses travaux, l'Observatoire contribue à documenter les réalités de terrain, à croiser les regards et à nourrir le plaidoyer en faveur d'une souveraineté alimentaire fondée sur la coopération, la justice et la durabilité.

Le projet est porté par un pilotage associant plusieurs directions et expertises afin de garantir une approche transversale des enjeux étudiés. Il s'appuie sur différentes instances consultatives, notamment un comité scientifique réunissant des experts, chercheurs et universitaires, ainsi qu'un comité paysan composé d'agriculteurs et d'agricultrices.

Ce projet de recherche doit déboucher sur un rapport répondant à des besoins de mobilisation, plaidoyer et notoriété de l'organisation.

Nous souhaitons nous concentrer sur **les contraintes à la transition agroécologique, avec un focus particulier sur les obstacles à la sortie des pesticides**. Il s'agit d'identifier les mécanismes concrets de dépendance, **les freins/verrous systémiques au changement de pratiques et les conditions nécessaires pour rendre possible une transformation durable des modèles agricoles**.

La question des pesticides occupe aujourd'hui une place centrale dans les débats agricoles, alimentaires, environnementaux et sanitaires en France. Elle cristallise des tensions croissantes entre plusieurs impératifs souvent présentés comme contradictoires : santé publique, protection de l'environnement et de la biodiversité, viabilité économique des exploitations agricoles, revenus paysans, souveraineté alimentaire et accessibilité de l'alimentation.

Dans un contexte de polarisation croissante du débat médiatique et politique lié à l'usage des pesticides, l'impératif de notre étude serait de sortir de cette impasse en évitant de tomber dans une opposition simplifiée, comme ça a pu être le cas dans les débats ayant conduit à la réintroduction de l'acétamipride à travers la loi dite "Duplomb".

Or, cette opposition masque fréquemment les **causes structurelles de la dépendance aux pesticides**.

Depuis plusieurs années, le CCFD-Terre Solidaire porte un plaidoyer sur la question des pesticides, en mettant en lumière leurs coûts cachés sanitaires, environnementaux et socio-économiques, notamment à travers [la publication de rapports sur le sujet](#) et son implication dans des actions de sensibilisation et de [contentieux](#).

Les partenaires avec lesquels le CCFD - Terre solidaire travaille œuvrent également sur ces enjeux depuis plusieurs années, notamment en Afrique de l'Ouest et au Brésil.

Focus sur le contexte en Afrique de l'Ouest et au Brésil

En Afrique de l'Ouest, où l'utilisation des pesticides est en forte expansion, plusieurs partenaires tentent de mettre en débat leur utilisation dans l'espace public par le biais de campagne ou à l'occasion de la médiatisation d'accidents, parfois mortels liés à une mauvaise utilisation. Du côté des paysans, les effets sur leur santé, sur la fertilité des sols et la conservation des productions se posent.

Les politiques publiques, même si certaines reconnaissent l'agroécologie sont avant tout orientées vers la promotion d'un modèle conventionnel avec intrants chimiques et semences homologuées. De plus, les agriculteurs sont fortement démarchés par des techniques commerciales agressives et des circuits de vente bien établis. Parmi les nombreux effets du changement climatique, l'augmentation d'attaques de ravageurs et de maladies risquent d'encourager l'utilisation des pesticides.

Au **Brésil**, premier utilisateur mondial de pesticides, l'agrobusiness prend une part déterminante non seulement dans l'économie du pays, qui occupe le rang de deuxième exportateur mondial de matières premières agricoles, mais aussi dans la culture populaire. L'association de l'agrobusiness à la modernité technologique et la mise en avant de son rôle en tant que garant supposé de la sécurité alimentaire globale participent à la construction d'un discours médiatique autour du slogan "l'agro est pop".

Plus d'un tiers des pesticides utilisés aujourd'hui au Brésil ne sont pas autorisés par l'Union européenne. Derrière l'assouplissement des normes sanitaires, se cache le puissant lobbying du Groupe parlementaire de l'agrobusiness (Frente Parlamentar da Agropecuária - FPA), réunissant plus de la moitié des élus dans les instances législatives. Le FPA est financé par des géants du négoce de matières premières, mais aussi par des multinationales du secteur énergétique, l'industrie du tabac et des institutions financières.

Dans le Maranhão, les travailleur.euse.s agricoles qui manipulent les pesticides et les habitant.es des communautés rurales et de terres indigènes voisines des champs de monoculture sont les victimes principales.

Justiça nos Trilhos - JnT (Justice sur les rails), partenaire du CCFD-Terre Solidaire porte actuellement un plaidoyer pour l'interdiction de l'épandage aérien dans l'état du Maranhão, technique dénoncée par certains peuples autochtones comme arme chimique visant à les expulser de leurs territoires.

Bien que les contextes soient différents, ici comme là-bas, nous constatons avec nos partenaires des logiques productivistes intensives développées au mieux au nom de la sécurité alimentaire, au pire de la souveraineté alimentaire.

II - OBJECTIFS ET PERIMETRE DE LA CONSULTANCE

La recherche vise à déplacer le regard : plutôt que de considérer les pesticides comme une fatalité technique ou comme l'unique garantie de viabilité économique des exploitations agricoles, il s'agira d'analyser ce qui, dans l'organisation actuelle des systèmes agricoles et agroalimentaires, limite concrètement les transitions vers des modèles plus durables.

Périmètre de l'étude

L'étude aura lieu sur plusieurs terrains : en France, au Brésil et en Afrique de l'Ouest.

En tant qu'organisation de solidarité internationale, le CCFD-Terre Solidaire intervient aux côtés de partenaires locaux pour dénoncer ensemble toutes les formes d'injustices. C'est en ce sens que l'un des terrains d'étude arborera une facette plus internationale, auprès d'agriculteurs et d'agricultrices dans les pays de nos partenaires impliqués dans le projet.

Ce travail se fera donc en collaboration avec des partenaires du CCFD-Terre Solidaire qui coordonneront la collecte de données sur les terrains d'études des pays où ils interviennent :

- Justiça nos Trilhos (Justice sur les rails) au Brésil
- COPAGEN et INADES, en Afrique de l'Ouest (pays en cours de définition)

En parallèle, le terrain d'étude s'appliquera également au territoire français, auprès d'agriculteurs et d'agricultrices.

Un effet miroir entre France et international est essentiel dans le cadre de ce projet. Il vise à nourrir une analyse des systèmes alimentaires comme des constructions politiques et économiques globalisées. Ce choix de terrain d'étude s'inscrit également dans une démarche de convergences des luttes. Nos agricultrices et agriculteurs sont confronté.e.s à des obstacles qui freinent ici et là-bas la transition qu'il reviendra d'analyser.

Objet de la consultance

La présente consultance a pour objectif d'accompagner le CCFD – Terre Solidaire dans la conduite et la structuration d'un projet de recherche portant sur les déterminants structurels de la dépendance aux pesticides.

Elle comprend :

1. La réalisation d'un **état de l'art** relatif à ces déterminants, afin de consolider le cadre analytique du projet.
2. La **conception et la formalisation de la méthodologie de collecte de données qualitatives**, incluant la définition d'une grille d'entretiens semi-directifs à destination des agriculteurs et agricultrices. Ce travail devra notamment préciser :
 - Le nombre d'entretiens nécessaires afin de garantir la robustesse sociologique de l'enquête,
 - La définition des échantillons interrogés (types d'exploitations, filières étudiées, taille des exploitations, profils socioprofessionnels des personnes enquêtées, notamment en termes de genre et d'âge) ;
 - L'identification des biais potentiels liés aux terrains d'étude, ainsi que les modalités permettant de les limiter (effets de genre, relation enquêteur/enquêté, contextes locaux, etc.).
3. La mise en place d'un **temps d'échange et de travail avec les partenaires afin de présenter, discuter et ajuster la grille d'entretien**. Les entretiens seront ensuite réalisés par les partenaires eux-mêmes (Justiça nos Trilhos, COPAGEN et INADES, présentés ci-dessus). En France, ce travail sera notamment assuré par les coordinatrices du projet au CCFD – Terre Solidaire.
4. **L'analyse des données collectées** sur les différents terrains d'étude, en France et à l'international, constituera une étape centrale du travail. Une fois la phase de collecte achevée, **il s'agira de valoriser et de mettre en perspective les entretiens réalisés afin de dégager une lecture analytique et politique des enjeux identifiés**. Cette analyse s'appuiera sur la mobilisation d'un corpus scientifique, ainsi que sur des productions institutionnelles et de la société civile (rapports d'ONG, travaux de recherche, documents de plaidoyer), permettant **d'inscrire les résultats empiriques dans les débats existants et dans les rapports de force à l'œuvre autour des politiques de réduction des pesticides**.
5. Une **contribution à la rédaction du rapport final**, en étroite coordination avec les coordinatrices du projet.

III - MODALITES DE LA CONSULTANCE

Livrables attendus

- Un **document d' « état de l'art »** des déterminants structurels de la dépendance aux pesticides
- Un **document présentant la méthodologie de collecte de données** et incluant un **guide d'entretien semi-directifs**
- un **rapport synthétisant les résultats de la recherche et de la collecte de données**. Ce rapport doit être accessible, clair et rendre compte des témoignages recueillis et de l'analyse élaborée selon un corpus bibliographique structurée et référencée. Il devra également comporter des recommandations de plaidoyer, qui seront élaborées par le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires sur la base des témoignages recueillis et de l'échange avec les participants et participantes (travail non attendu dans le cadre de cette consultation). **Il devra mettre en avant de manière claire les freins à la sortie des pesticides et les pistes de solutions documentées afin d'apporter des récits positifs.**

Moyens financiers

L'enveloppe budgétaire pour la réalisation de ce travail de recherche et rédaction de rapport est de **30 000 euros TTC**. Ce montant est forfaitaire et inclue toutes les dépenses afférentes à la consultation.

Calendrier indicatif du projet

L'Observatoire de la souveraineté alimentaire est un projet qui s'inscrit sur l'année 2026 et 2027.

Période	Étapes
Sept 2026	État de l'art et cadrage méthodologique : réalisation d'une revue de littérature sur les déterminants structurels de la dépendance aux pesticides ; élaboration d'une première proposition méthodologique (protocole d'enquête, stratégie d'échantillonnage, grille d'entretien).
Oct 2026	Finalisation de la méthodologie : échanges avec le CCFD-Terre Solidaire, les partenaires de terrain, le comité scientifique et le comité paysan afin d'ajuster et de valider la méthodologie et les outils de collecte.

Octobre 2026 – janvier 2027	Accompagnement de la collecte de données : appui ponctuel aux partenaires durant la phase de terrain et ajustements méthodologiques si nécessaire. Les entretiens seront réalisés directement par les partenaires.
Février – avril 2027	Analyse des résultats : traitement et analyse des données recueillies sur les différents terrains, croisement des études de cas françaises et internationales et mise en perspective avec la littérature scientifique et les travaux de plaidoyer existants.
Avril – septembre 2027	Contribution au rapport final : contribution à la rédaction du rapport de recherche, échanges avec les coordinatrices du projet et intégration des retours des instances de gouvernance.

Modalités de réalisation de la consultance

La consultance traitera dans le cadre de ce projet directement avec l'équipe de pilotage du projet (composée de 7 personnes). Elle aura un lien plus direct avec les deux coordinatrices du projet : Judith Lachnitt et Romane Ennebeck.

Le ou la consultant·e sera amené·e à échanger avec les partenaires impliqués dans le projet et à participer à des temps d'échanges avec le comité scientifique et le comité paysan de l'Observatoire.

La mission s'effectue à distance mais des réunions à Paris, au siège du CCFD-Terre Solidaire, sont à prévoir.

IV - PROFIL DU OU DE LA CONSULTANT·E

Profil recherché

- Expérience avérée en sciences sociales/humaines (conduite d'études qualitatives - de recherches de terrain)
- Maîtrise des méthodes de collecte et d'analyse de données qualitatives
- Connaissances sur le sujet de l'étude : pesticides / transition agroécologique
- Capacité d'analyse et de synthèse des résultats de l'enquête de terrain
- Capacité à travailler de manière collaborative / participative.
- Capacité à vulgariser des contenus complexes

- Excellentes capacités rédactionnelles en français
- La maîtrise du portugais (ou, à défaut, de l'espagnol) serait fortement appréciée

Critères de sélection du ou de la consultant.e

Le/La consultant.e est invité.e, après avoir pris connaissance de cet appel d'offre, à faire des propositions techniques et financières pour la réalisation du rapport. La sélection sera effectuée par un comité de sélection, sur la base des critères suivants :

- ✓ Exposé de la problématique et compréhension du sujet ;
- ✓ Démarche méthodologique pour le travail de collecte de données et l'analyse comparés des entretiens recueillis en France et à l'international ;
- ✓ Expériences et connaissances des enjeux liés aux pesticides en France comme à l'international ;
- ✓ Coûts et niveau de détail du budget.

Modalités de candidature

Le/s consultant.e.s devront soumettre, en plus de leur offre technique et financière, un CV et la présentation écrite d'un projet mené antérieurement, similaire aux attendus de cette offre.

Les candidatures sont à envoyer à Romane Ennebeck (r.ennebeck@ccfd-terresolidaire.org) et Judith lachnitt (j.lachnitt@ccfd-terresolidaire.org)

Délais de réponse : D'ici le vendredi **21 Août 2026**

Premier entretien : Les entretiens se dérouleront **début septembre**